



Libertés et droits fondamentaux

Les mécanismes de protection



La protection par l'ONU

Au sein de l'ONU, il existe 4 catégories d'instruments juridiques pour la protection des droits et libertés :

- La **Charte des Nations Unies**, signée à San Francisco en 1945.
- La **Déclaration universelle des droits de l'Homme**, signée à Paris en 1948. Le problème de cette déclaration est qu'elle a été signée avant la décolonisation, donc elle perd son caractère universel.
- Les deux **Pactes internationaux** de New-York signés en 1966 et entrés en vigueur en 1976. Un est relatif aux droits civils et politiques et l'autre, est relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Les **conventions** telles la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 ou encore, la convention relative aux droits de l'enfant de 1989.

L'ONU a mis en place deux comités distincts afin de garantir le respect des deux Pactes internationaux de New-York. Le **Comité des droits de l'Homme** est chargé de faire respecter le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le **Comité des droits économiques, sociaux et culturels** le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Les Comités sont composés de 18 experts élus pour 4 ans renouvelable. Ces Comités vont donner des **observations** quant à l'interprétation des Pactes et vont régulièrement examiner le respect des Pactes par les pays signataires. Les Comités doivent aussi statuer sur toute communication qui concerne un manquement par un État à une obligation d'un Pacte.

Cependant, les États ont le droit d'émettre des réserves sur certaines dispositions des Pactes et les décisions des Comités n'ont **pas de force exécutoire**.



La protection par le Conseil de l'Europe

Au sein du Conseil de l'Europe, il existe 2 instruments juridiques afin d'assurer la protection des droits et libertés fondamentaux.

La Charte sociale européenne

Elle consacre des droits économiques et sociaux et son respect est assuré par le Comité européen des droits sociaux.

La Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (Conv.EDH)



C'est un **instrument constitutionnel de l'ordre public européen** qui énonce 4 droits indérégulables à savoir, le droit à la vie, l'interdiction de la torture/traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'interdiction de l'esclavage, le principe de non-rétroactivité de la loi pénale et le principe « pas de peine sans loi ».

C'est le juge national qui va interpréter en premier la Conv.EDH. Cependant, si un justiciable estime que le juge national ne respecte pas la Conv.EDH, alors il peut faire un recours devant la CEDH après **épuisement des voies de recours interne** et dans un délai de 4 mois. La CEDH va permettre une **interprétation évolutive de la Conv.EDH par rapport à la société** et obliger les États à prendre des mesures pour protéger ces droits. Toutefois, elle laisse une **marge d'appréciation aux États** dans l'interprétation de certaines dispositions.

ATTENTION : ne pas confondre le Conseil de l'Europe (Europe des 47) avec les institutions de l'UE (comme le Conseil de l'UE ou le Conseil européen).



Libertés et droits fondamentaux

Les mécanismes de protection



La protection par l'Union européenne

Au départ, la CJCE n'assurait pas une protection suffisante des droits de l'Homme, selon les États membres.

La CJCE a donc, par sa jurisprudence, affirmé la protection des droits et libertés fondamentaux. Notamment dans l'arrêt Stauder de 1969 en proclamant que les droits fondamentaux sont compris dans les PGD de l'UE ; dans l'arrêt Internationale Handelsgesellschaft de 1970 et dans l'arrêt Nold de 1974.

Puis, ces droits et libertés ont fini par être consacré dans le **Traité sur l'UE** notamment avec l'adoption en annexe de la **Charte des droits fondamentaux de l'UE**.



La protection par le droit international pénal

Tout d'abord, la fin de la Seconde guerre mondiale a permis la création des **tribunaux militaires internationaux** de Nuremberg et de Tokyo.

Ensuite, des **tribunaux pénaux spéciaux** ont été créés comme le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le tribunal pénal international pour le Rwanda ou le tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Enfin, la **Cour pénale internationale** a été instaurée en 2002 par le *Statut de Rome*, signé en 1998. Le Statut de Rome a été signé par 123 États, mais de gros États tels les USA, la Chine, l'Inde ou encore Israël ne l'ont pas signé.

La CPI, composé de 18 juges, peut être saisie par un État, le Conseil de sécurité de l'ONU, ou par le procureur général.



La protection régionale

En Afrique, se sont développées des institutions assurant la protection des droits de l'Homme comme l'Union africaine, la Commission africaine des droits de l'Homme, la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Cour de justice de l'Union africaine.

De même, il existe un **système interaméricain** de protection des droits de l'Homme. On y trouve la Convention américaine relative aux droits de l'Homme, l'organisation des États américains, la Commission interaméricaine pour les droits de l'Homme et la Cour interaméricaine pour les droits de l'Homme.